
LE POINT DU JOUR,

O U

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à
l'Assemblée Nationale.

N^o. LXXVIII.

Du Dimanche 13 Septembre 1789.

Séance du Jeudi soir.

O N a oublié d'insérer dans le N^o. 77, deux articles trop intéressans pour être passés sous silence. L'un fait autant d'honneur à la classe si précieuse des laboureurs, que l'autre à l'humanité & aux lumières de la commune de Paris.

Il existe sur la terre un peuple antique & heureux par sa sagesse, chez qui les honneurs rendus à l'agriculture sont une loi de l'état. Il existe, même en France, des cantons où des hommes éclairés ont essayé d'encourager les laboureurs par des récompenses publiques.

L'assemblée nationale, qui s'honore d'avoir des cultivateurs dans son sein, a trouvé une manière plus noble, plus simple, plus paternelle, de procurer au premier de tous les arts, tout ce qu'il mérite de déférence & de respect.

Deux députés des laboureurs du village de Champeuil, élection de Melun, ont été reçus au milieu de l'enceinte de l'assemblée nationale, dans les mêmes places qu'avoient occupé les ministres du roi & les chefs des cours souveraines. On croiroit peut-être qu'ils venoient demander des secours & des encouragemens pour l'agriculture, accablée

d'impôts, flétrie par l'orgueil & écrasée par les milices ? Ce sont au contraire des secours qu'ils ont porté à l'état. MM. Blanchard de Boismasfras , ancien conseiller du roi en l'élection de Melun , Louis Millon , *laboureur* , ont porté à l'assemblée nationale une contribution volontaire de 800 livres , de la part des habitans de Champeuil ; ainsi les premières marques de patriotisme & de générosité sont données par les classes les moins fortunées , par les *artistes* , les *soldats* & les *laboureurs*. Cette réflexion étoit trop frappante pour qu'elle échappât à M. le président , lorsqu'il a répondu à cette respectable députation , en ces termes :

Messieurs les députés ,

« J'ai rendu compte à l'assemblée nationale de l'offre patriotique que vous venez déposer dans son sein. Elle la reçoit avec sensibilité & vous accorde l'honneur d'assister à sa séance.

» Vous retournerez , Messieurs , vers ceux qui vous ont envoyés ; vous leur direz que l'assemblée nationale a vu avec plaisir , mais sans étonnement , les habitans des campagnes , qui donnent depuis si long-temps aux autres classes l'exemple des vertus utiles , leur donner aujourd'hui celui des SACRIFICES généreux ».

L'assemblée , après avoir fortement applaudi à ce trait généreux des laboureurs de Champeuil , a accordé à leurs députés l'honneur d'assister à la séance dans la place qu'ils occupoient.

Rien de plus auguste & de plus touchant que cette proclamation que l'on faisoit à Athènes dans les jours les plus solennels : « Que tout citoyen qui a des vues utiles , monte à la tribune , & vienne parler au peuple législateur. » Cette manière publique & solennelle de préparer les loix chez les Grecs , vient d'être imitée à Paris , & c'est un militaire citoyen qui , comme les héros de la Grèce , fait également écrire & combattre pour la liberté , qui a engagé les

représentans de la commune de demander à l'assemblée nationale une *réforme provisoire* de quelques articles dans le code criminel.

Il n'est personne qui ne doive faire des vœux pour ces changemens seuls, capables de rassurer les individus de la société contre la perspective affligeante des échafauds, dressés pour les Langlade, les Calas, les Lebrun, les Cahuzac, les Labarre, c'est-à-dire, pour la publicité des procédures criminelles, & pour donner aux accusés le moyen de défendre leur vie par un conseil dont ils ne manquent pas quand il s'agit du plus vil des intérêts; c'est-à-dire, afin que l'accusé prouve en tout temps les faits justificatifs, & que les juges soient presque unanimes quand il faudra lui infliger des peines.

Tel est l'objet important de la sage délibération que les représentans de la capitale ont adressée à l'assemblée nationale, le 6 de ce mois, & dont voici la teneur :

Extrait du procès-verbal des représentans de la commune de Paris, du mardi 8 septembre 1789.

« Sur les représentations faites par M. le commandant général, que, dans l'exécution des arrêtés de la commune contre tout attroupement illégal & motions séditieuses, ou pour des ordres encore plus particuliers du pouvoir civil, plusieurs citoyens ont été traduits à l'hôtel de ville ou dans les prisons; qu'en même temps que le serment à la nation, au roi, à la loi & à la commune, lui impose, ainsi qu'à toutes les troupes dont il est le chef, des devoirs aussi chers que sacrés; il doit exprimer à l'assemblée son vœu pour que la procédure soit plus rapprochée du droit naturel, & que l'examen public des accusés fasse encore plus distinguer l'innocence & l'erreur, d'avec les complots perfides qu'il importe de dévoiler promptement, & de punir avec toute la rigueur des loix.

» L'assemblée après avoir reconnu que la capitale est dans un état de tranquillité, dont elle est redevable à la vigilance

de M. le commandant général & à la fermeté de la garde nationale capable de la maintenir ;

» Déclarant qu'elle attend avec respect & avec la soumission due à l'expression de la volonté générale, le résultat des travaux d'une assemblée qui, chargée des pouvoirs de la nation, doit réunir tous les François dans le sentiment d'une entière confiance.

» Mais que jusqu'à la réforme générale de la législation, la raison & l'humanité demandent dès-à-présent des formes judiciaires qui, en secourant l'innocence, puissent mieux établir les preuves du crime, & rendre la condamnation plus sûre ; en conséquence elle a arrêté, que l'assemblée nationale sera suppliée de vouloir bien décréter ou *demandar au roi* les réformes que la justice & la bonté du roi ont déjà préparées & annoncées.

» 1°. Que tout accusé aura droit de se choisir un conseil, ou que faute par lui d'avoir pu s'en procurer, il lui en sera donné un d'office.

» 2°. Que l'instruction soit en premier, soit en dernier ressort, sera publique. »

» 3°. Qu'il sera instruit sur les faits justificatifs de l'accusé en même temps que les charges produites contre lui.

» 4°. Qu'aucune peine afflictive ne pourra être prononcée par la réunion des deux tiers de voix du tribunal.

Et pour porter le présent arrêté à l'assemblée nationale, l'assemblée a nommé MM. Boscarry, Vermeil, Thoin & Brouffe, Desfaucherets, Vauvilliers, président, Blondel : président, M. Boscarry, secrétaire, Brouffe, Desfaucherets, secrétaires. »

Le rapport de cette délibération ayant été fait à l'assemblée le 10 au soir, on proposa d'abord de le renvoyer au comité de constitution.

M. de Beaumés, demanda qu'il fût établi un comité de quatre personnes, pour s'occuper de cet objet. M. Emeri soutint fortement qu'il étoit instant de s'occuper de cet ob-

jet. M. l'abbé Mauri pensoit qu'il ne falloit pas démembler ainsi le code criminel , mais le changer entièrement , pour faire jouir à la fois les peuples de ce grand bienfait , & qu'ainsi il n'y avoit pas lieu à délibérer.

Sans doute il y a long-temps que la voix de la philosophie a crié à ceux qui gouvernent , de donner un code criminel plus raisonnable & sur-tout plus humain : il y a long-temps que toutes les voix ont prescrit celui de la France en particulier ; mais des réformes mêmes partielles , dans cette partie de nos loix , sont inappréciables. C'est ce que firent sentir plusieurs membres tels que MM. Garat , Populus , de Mirabeau , le duc de la Rochefoucault , le baron de Gessé , Target & Reubell.

En conséquence l'assemblée a décidé qu'il seroit nommé un comité de sept personnes , qui présenteroient , dans trois jour à l'assemblée , un projet de déclaration provisoire sur les objets portés dans la délibération de la commune de Paris.

Séance d'hier.

Après que M. Redon , un des secrétaires , a eu fait mention des adresses d'Avranches , de Padian en Lorraine , d'Orhès en Béarn & de Châlon-sur-Marne , il a annoncé que M. Verdet , curé de Vintrange , député du bailliage de Sarguemine , offroit de donner à la caisse publique , le double de sa contribution ordinaire , à compter de cette année ; ce qui a été fort applaudi.

Comme l'on ne fauroit rendre trop publiques les actions généreuses qui peuvent contribuer au soulagement de l'état , on s'empresse d'annoncer que M. le marquis de la Cotte , a déclaré qu'il étoit chargé d'offrir à l'assemblée nationale douze mille francs de la part d'un gentilhomme du Charollais , appelé M. de la Guiche.

M. Bouche , qui avoit été l'orateur des citoyennes de Paris , a été hier le dépositaire des dons de deux demoiselles qui l'ont prié de remettre à l'assemblée nationale une bague

d'une émeraude entourée de diamans, des brasselets d'or, & une petite somme en argent. Sans doute il est utile de sacrifier ces jouissances du luxe à l'amour de la patrie, & de faire servir au salut des empires, ce qui les a toujours corrompus & anéantis ; mais il seroit plus politique encore d'imiter les Anglois, qui préfèrent dans leurs consommations les ouvrages des manufactures nationales, à ceux des fabriques étrangères.

On se rappelle que l'assemblée avoit délibéré depuis deux jours, d'ouvrir un registre où tous les sacrifices faits à la patrie seront consignés avec les noms de leurs auteurs ; M. Target a demandé encore qu'il fût établi une *caisse nationale* ; mais l'assemblée, qui tient à honneur de s'occuper de cet objet vraiment patriotique, a renvoyé cette proposition aux séances du soir.

Il est sans doute peu de provinces ou de pays en France qui, depuis la séance du 4 août, tiennent encore à leurs anciens privilèges, en voyant sur-tout la constitution qui va devenir l'unique privilège de tous les Français. L'adresse des communes & du clergé de Labour prouve cependant qu'il existe encore, aux extrémités méridionales du royaume, des privilèges qu'on veut maintenir ; mais il faut faire une exception pour la noblesse de ce même pays de Labour, dont un des députés a demandé de renoncer, au nom de ses commettans, à ces privilèges, en adhérant aux décrets de l'assemblée nationale.

L'ordre du jour a ramené la discussion de la quatrième question posée par M. Guillotin, en ces termes :

« Dans le cas où le refus du roi aura lieu comme suspensif, pendant quel temps ce refus pourra-t-il durer ? Sera-ce pendant une ou plusieurs législatures ? »

M. de Saint-Fargeau a observé qu'il étoit une question préliminaire & influente sur cette question principale ; c'étoit de savoir qu'elle seroit la durée de chaque *législature*, d'une, de deux ou de trois années ? Il étoit en effet

très-nécessaire de fixer la durée de chaque législature, ou plutôt du *pouvoir des députés*, avant de statuer sur la durée du *veto suspensif*; car ce moyen, qui peut être un grand bien pour arrêter les précipitations des délibérations législatives, pourroit devenir un grand mal s'il arrêtoit la législation même: ainsi, s'agissant d'organiser le *veto suspensif*, il étoit très-essentiel de décider qu'elle seroit la durée de chaque législature.

M. de Richier a proposé aussi de discuter sur le renouvellement total ou partiel des députés.

Il a été décidé que les orateurs traiteroient conjointement ces deux questions. M. de Saint-Fargeau a développé le premier avec beaucoup de précision les avantages & les inconvéniens que les deux objets présentent.

Il pensoit que les pouvoirs des députés ne devoient durer qu'un an; & que le corps législatif devoit être renouvelée chaque année dans sa totalité, sans cependant interdire aux provinces ou districts la faculté de conserver leurs représentans de la précédente année, mais seulement par l'effet d'une nomination nouvelle.

L'orateur prenoit une de ses preuves dans la nature des fonctions du corps législatif. « Il est utile, disoit-il, que les pouvoirs des membres qui composent un corps administratif ou judiciaire, aient une durée plus étendue. La même utilité n'existe pas à l'égard des membres du corps législatif. Ceux qui composent un corps judiciaire, exercent des fonctions qui le perfectionnent par un usage habituel, une pratique journalière. Une chaîne non interrompue de principes & une tradition de doctrine lui sont nécessaires.

» Il peut être encore utile que les membres d'un corps administrateur, tels que les assemblées ou états provinciaux, ne soient pas renouvelés sans cesse. La connoissance des localités, un régime commencé d'imposition & de perception, la suite d'entreprises ou de travaux publics, demandent que de nouvelles élections ne viennent pas

retarder ou troubler la marche adoptée par l'administration suivante.

« Il n'en est pas de même dans les fonctions du corps législatif. Fixer les loix, examiner le compte des recettes & dépenses publiques, voter & asséoir l'impôt, accuser ou juger les ministres, s'ils se sont rendus coupables, sont des opérations qui entrent dans le cours des fonctions annuelles.

» Après avoir prouvé que leur nature ne nécessitoit pas une longue durée de pouvoirs des députés, M. de Saint-Fargeau trouvoit au contraire des raisons pour les limiter à *une année*. Ce terme court écarte, selon lui, la corruption & la séduction, qui, devant être répétées chaque année, deviennent impossibles; il rend les erreurs moins funestes, parce qu'il offre un moyen plus prompt de substituer à de faux principes des institutions plus utiles; il ôte au corps législatif sa force dangereuse & ajoute à sa force utile. Le corps législatif sera moins tenté d'abuser si les élections sont fréquentes.

A ces motifs politiques l'orateur joignoit une idée très-philosophique pour peu, disoit-il qu'on connoisse les hommes & leurs passions, on sentira facilement que plus la durée des pouvoirs sera prolongée, plus les jalousies secrètes, & le dépit d'avoir succombé dans la liste des élections, les inimitiés personnelles, le penchant secret qui porte à blâmer ceux qui sont distingués par quelque prééminence, opposeront avec force l'obstacle des rivalités particulières à l'action du corps national, & par une lettre fatale pourront en fatiguer & en embarrasser les mouvemens. Les élections rendues annuelles, tous les sentimens amortis trouvant prise à peine sur une autorité aussi passagère, vous verrez, au contraire, toutes les ambitions comprises avec l'assemblée, chacune y respecter la place qu'il prétend bientôt remplir, & ménager ses propres espérances, en fortifiant sa considération & son influence.

M. de Saint-Fargeau trouvoit, dans la courte durée des pouvoirs, la seule égalité & l'efficacité du *veto* suspensif. En effet, si l'on suspend pendant deux années l'exécution de la loi, ce terme est suffisant pour donner à l'opinion le temps de se rasseoir & de s'éclairer; mais s'il faut, au contraire, repousser à quatre ou à six années l'espérance d'une loi désirée, une perspective aussi éloignée ne satisfera point à l'impatience nationale, & l'efficacité modératrice du *veto* suspensif sera perdue. Enfin, ce terme d'une année paroïssoit à l'orateur plus naturel & plus rapproché du principe, couvrant une carrière plus étendue au mérite, multipliant le prix du patriotisme, & faisant paroître un plus grand nombre de sujets utiles à la patrie.

Enfin, disoit M. de Saint-Fargeau, il est de la dernière importance de fixer à un terme très-rapproché l'expiration de nos pouvoirs. Nous ne pouvons pas douter que plusieurs intérêts ne tendent à ébranler le crédit, & à combattre l'influence de l'assemblée nationale. Vous savez combien vous avez détruit d'abus, & dès lors vous ne pouvez pas vous dissimuler combien vous vous êtes créé d'ennemis & de mécontents. . . . Nous avons un moyen certain d'affermir l'autorité de la nation, c'est de l'abdiquer nous-mêmes à une époque fixe & prochaine. »

» Puisque le peuple, disoit M. Robert-Pierre, ne peut exercer par lui-même le pouvoir législatif dans une grande nation, il faut le mettre à même de l'exercer souvent; c'est ainsi qu'il sentira sa dignité & ses droits, qu'il conservera cette énergie nécessaire à la liberté qu'il vient de conquérir ».

M. l'abbé Mauri a voulu d'abord préserver l'assemblée de cet esprit d'imitation du gouvernement anglais, qu'il lui suppose sans doute, malgré les preuves authentiques du contraire, car, si quelque chose en France ressemble aux usages de cette nation voisine, ce ne sera pas la constitution. On peut dire, pour ce sujet comme pour

bien d'autres, *littora clittoribus ontraria* ; quoiqu'il en soit, M. l'abbé Mauri trouvoit le terme d'un an, trop court pour la durée des législatures ; les dangers de la corruption lui paroissoient aussi grands dans une année comme dans plusieurs ; le danger de la précipitation & de l'enthousiasme étoit, selon lui, le même pour une assemblée d'un jour que pour celle d'un an ; l'esprit de système pouvoit également agir sur l'assemblée dans une année comme dans plusieurs, parce qu'il pouvoit y avoir des hommes éloquens & à systèmes.

Il trouvoit encore plus dangereux qu'une assemblée n'eût pas un esprit de suite, ce qui seroit l'effet d'une courte durée des pouvoirs.

Un autre danger plus grand frappoit les regards de l'orateur. « Les députés, disoit-il, reviendront dans leur province, ils cabaleront pour le succès de leur opinion, & on verra les mêmes idées se reproduire à la législature suivante ; l'état éprouvera fréquemment des commotions générales ; l'ambition sera toujours en activité, & deux armées d'intriguans bouleverseront les provinces, parce que l'espérance de la victoire reviendra toutes les années.

Des dangers de l'intrigue, M. l'abbé Mauri passoit aux avantages des finances. « Un des grands intérêts, disoit-il, confié aux assemblées nationales, sera la fixation des impôts ; leur perception ou leur rentrée ne se fait que dans l'espace de 21 mois. Il sera donc impossible d'en suivre la rentrée & l'emploi, si les pouvoirs sont bornés à une année. Les députés seront sans base, sans expérience, sans suite, & comme, selon M. l'abbé Mauri, il falloit 21 mois pour agir en finance, & 21 mois pour comparer les résultats anciens & nouveaux, il proposoit de donner quatre années de durée aux pouvoirs des députés, avec des séances de quatre ou de six mois par année.

Il y trouvoit encore le moyen de former l'esprit public ; & « la France quoique remplie d'hommes éclairés,

disoit-il , est le pays où il y a moins d'esprit public ; on n'a encore en administration , selon lui , que les idées d'autrui , des idées d'emprunt ; les assemblées provinciales en formeront sans doute ; mais il revenoit toujours au grand intérêt des quatre années ; l'intérêt de l'impôt qui ne peut s'affeoier ni se combiner dans une seule législature d'une année.

M. Buzot a développé une foule de vérités politiques d'après lesquelles il proposoit de renouveler tous les ans les représentans de la nation. Il voyoit dans la fréquence des renouvellemens , le moyen d'encourager la liberté du peuple , & une heureuse fermentation qui la nourrit ; il y trouvoit l'avantage de lui donner des mœurs analogues à la liberté , de lui donner des défenseurs & des représentans dans les classes les plus occupées , qui , sans le peu de durée des pouvoirs , devroient abandonner les droits de la représentation à des hommes plus opulens. Avec des pouvoirs de quatre années , s'écrioit-il , nous verrions naître *l'aristocratie des riches* , plus dangereuse mille fois que celles qui viennent d'expirer , & qui finiroit par se perpétuer exclusivement dans les assemblées nationales ; d'ailleurs tous les ans il faut fixer l'impôt ; tous les ans il faut en vérifier l'emploi ».

M. Desmeuniers est celui qui a développé l'idée la plus conforme à l'opinion générale. Une année lui paroïsoit un terme trop court , & quatre années une mesure trop longue. Le terme d'un an lui présentait une foule d'inconvéniers , la perte du temps , le déplacement fréquent des électeurs , la multiplicité des intrigues & les dangers d'une fermentation continuelle. Il prenoit un terme moyen de deux années pour chaque législature. M. Regnaut & M. Prieur ont soutenu le même système. M. de Virieux préféroit le terme de trois années.

C'est dans cet état qu'on a désiré d'aller aux voix , mais M. Dubois de Crancé a demandé qu'ayant tout on sta-

tuât à qu'elle époque les députés actuels devoient être renouvelés. Aussi-tôt toute l'assemblée, comme par une impulsion uniforme, s'est levée pour appuyer la motion.

« Le mouvement général qui s'est emparé de l'assemblée, a dit M. Target, est également digne de son patriotisme & de la confiance que les peuples lui ont donné, mais une réflexion doit vous arrêter : nous sommes appelés pour faire une constitution ; quand elle sera faite, vos pouvoirs expireront & vous l'annoncerez par un décret ; mais en attendant il est inutile que l'on sache le jour où nous nous séparerons, afin qu'on n'en abuse pas en élevant des obstacles ; vous êtes d'ailleurs liés par un serment solennel, & vous ne pouvez vous éloigner qu'après que l'ouvrage qui vous a été confié sera fini.

M. le président a exposé qu'il ne s'agissoit dans ce moment que des pouvoirs des députés dans les législatures qui suivront la constitution faite.

Des débats assez longs se sont élevés sur la manière de poser la question, alors M. l'abbé Mauri a retiré sa motion des législatures de quatre années ; il a été plus heureux dans la position des questions, car sa manière a été adoptée ; la voici :

1°. La durée des législatures sera-t-elle d'une ou de plusieurs années ?

2°. Si elle est de plusieurs années, sera-t-elle de deux ou de trois ?

On est allé aux voix par *assis* & levé sur la première, & l'on a décidé que la durée seroit de plusieurs années.

On a fait l'appel nominatif sur la deuxième ; 806 voix contre 48 ont fixé à deux années la durée de chaque législature.

Aujourd'hui point de Séance, demain point de Feuille.

On souscrit à Paris chez C U S S A C , Libraire , au Palais-Royal , N°. 7 & 8 , & chez les principaux libraires de l'Europe.